

Le problème le plus grave est l'aggravation du chômage avec Jean-Paul Fitoussi

Libération, 30 septembre 2009

Pour l'économiste Jean-Paul Fitoussi, la dette ne doit pas être une obsession.

Economiste de tradition keynésienne, réputé à gauche, Jean-Paul Fitoussi, le président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) vient de coordonner les travaux de la commission Stiglitz sur la mesure de la performance économique et du progrès social.

L'explosion des déficits publics est-elle si grave qu'on l'entend dire ?

Tout ce que nous venons de vivre est historique. Jamais depuis les années 30 on a connu une telle chute de la production, jamais l'aggravation du chômage n'a été aussi rapide, jamais on est passé aussi près du désastre. Il ne faudrait donc pas prendre des effets pour des causes, sauf à vouloir imaginer des remèdes impossibles. On ne peut pas demander plus de relance et se plaindre quelques mois plus tard qu'il y a trop de dette.

C'est-à-dire ?

Peut-on augmenter les recettes fiscales en période de dépression ? Réduire la dépense publique au moment où le chômage s'aggrave ? Ces derniers mois, les Etats ont dû faire face à de véritables situations de détresse et heureusement que la manière souple a prévalu. En un an, le nombre de chômeurs a augmenté de 5 millions en Europe et on entend seulement le tintamarre de la dette publique. C'est absurde et totalement à côté de la plaque !

Ce budget 2010 fait-il la part trop belle aux entreprises en misant sur l'offre et le maintien des allègements fiscaux ?

Je ne sépare pas l'offre de la demande. Beaucoup d'entreprises se trouvent objectivement dans une situation très difficile, il n'y a qu'à voir le nombre historiquement élevé de faillites. On pourrait bien sûr les ponctionner plus, mais alors on prendrait le risque que leur demande de travail et d'investissement s'effondre.

La France doit-elle s'inspirer du modèle allemand, en s'engageant dans sa constitution à réduire ses déficits à 0,35% du PIB à partir de 2016 ?

Excellente idée si l'on veut détruire l'Europe ! De tous les pays de la zone euro, l'Allemagne est celui qui a conduit ces dernières années la politique économique la moins coopérative. Si on l'imité, on court au désastre. N'oubliez pas que pour parvenir à ses résultats - excédent record du commerce extérieur, endettement réduit -, l'Allemagne a étouffé sa demande interne et organisé une «insécurité» économique et sociale qui apparaîtrait totalement insupportable ailleurs. Si c'est le modèle que l'on veut se donner, toutes les populations se détourneront de l'Europe.

Cette aggravation sans précédent du déficit ne reste-t-elle pas extrêmement lourde de conséquences pour la France ?

Bien sûr qu'il est préférable de ne pas trop s'endetter. Mais si cela signifie que pour éviter le danger potentiel d'inflation ou d'insolvabilité des Etats qui en résulte, il faut accepter une aggravation encore plus forte du chômage et des déstabilisations en tout genre qui l'accompagnent, la réponse est non. Comme le gonflement actuel des

déficits est essentiellement la conséquence de la récession, on est en droit de penser que le retour de la croissance devrait réduire ces déficits. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'on sera en mesure de juger s'il devient nécessaire d'accélérer cette réduction.